**Termes de références pour le recrutement d’un(e) expert(e) genre et d’un(e) expert(e) juridique**

**Présentation de l’organisme commanditaire**

L’Association Marocaine de Lutte Contre la Corruption -Transparency Maroc- est une association de droit marocain, œuvrant dans le domaine de la transparence et de la lutte contre la corruption. Elle a été créée en janvier 1996 et a été reconnue d’utilité publique en juin 2009, ci-après désigné Transparency Maroc ou l’association.

Transparency Maroc a contribué au cours de ses plus de 25 ans d’existence à faire de la lutte contre la corruption un sujet de société et mobilise au profit du pays les ressources de connaissance et d’influence dont dispose le mouvement mondial contre la corruption dirigé par Transparency International.

**Contexte**

La corruption est cette pratique intolérable qui résulte d’un abus de pouvoir politique, judiciaire, administratif ou économique, et de son détournement au profit d’intérêts privés, elle altère les fondements de l’État de droit et sabote l’égalité des chances. Ainsi appréhendée, la corruption est radicalement opposée à la réalisation de l’ensemble des droits humains.

Par ailleurs, des analyses ont révélé qu’il existe une forme de corruption qui sont subies essentiellement par les femmes et qui commence à prendre de l’ampleur aujourd’hui et fait réagir. C’est une corruption qui se manifeste par différentes formes d’agression sexuelle des femmes, depuis le harcèlement sexuel jusqu’aux rapports sexuels sous la contrainte. Il s’agit de la corruption sexuelle. Elle est qualifiée comme telle parce qu’elle se manifeste par l’échange d’une prestation théoriquement gratuite, et que tout usager(ère) a le droit d’obtenir, contre des faveurs sexuelles ou par un usage abusif de l’autorité à la recherche de profits de nature sexuelle.

La prise en compte de cette pratique s’avère donc indispensable dans les actions de lutte contre le phénomène de la corruption. Pour ce faire, Transparency Maroc (TM), depuis 2017, a intégré ce délit parmi les cibles principales de son action de recherche, de sensibilisation et de plaidoyer dans la perspective de promouvoir un discours anticorruption prenant en compte le genre.

La question du droit s'est imposée au premier plan, notamment la nécessité d’apporter à la loi les modifications nécessaires pour qu'elle prévienne et sanctionne la corruption sexuelle, prenne en charge les victimes, répare les préjudices qu’elles ont subis et pour que le système judiciaire ne les considère plus comme coupables.

C’est dans ce cadre que l’association en partenariat avec la fondation Heinrich Böll Rabat Maroc viennent de mettre en place un projet intitulé «**E-Fahm pour le renforcement de la société civile et pour le plaidoyer »** qui prévoit parmi ses actions une étude juridique ainsi qu’une analyse avec une approche genre des politiques publiques en matière de lutte contre la corruption.

**Présentation du projet** :

Le projet vise à sensibiliser plus grand nombre de citoyen(ne)s en général et de jeunes en particulier aux méfaits de la corruption et à l’obligation de rendre des comptes. Le projet vise à apporter un plaidoyer en faveur de la lutte contre la corruption et de la responsabilisation par les acteurs sociaux et à sensibiliser les décideurs. Il capitalise sur les activités de sensibilisation, de formation, de recherche et de plaidoyer réalisées par TM durant les dernières années.

Ainsi, le projet « E-Fahm » ambitionne globalement de contribuer à la lutte contre la corruption et à la promotion de la transparence et la responsabilité dans la gestion des politiques publiques au Maroc à travers :

* La diffusion de façon simple et accessible des bonnes pratiques en matière de la transparence ainsi que des outils de lutte contre la corruption ;
* L’égalité et l’équité en matière de genre ;
* Le renforcement des capacités en matière de traitement des différentes formes de corruption liées au genre, en engageant des actions efficaces contre la corruption sexuelle ;
* La promotion d’un usage effectif du système judiciaire pour traiter et sanctionner la corruption subie par les femmes ;
* La promotion de la culture du dialogue entre les décideurs et les citoyen(ne)s ;
* Le renforcement des capacités de la société civile en termes de bonnes pratiques ;
* La participation citoyenne ;
* Le renforcement des capacités particulièrement des jeunes en matière des lois et de la réglementation existantes dans les domaines de la lutte contre la corruption, de la promotion de la transparence et la redevabilité dans la gestion des affaires publiques.

**Présentation de la prestation attendue :**

Pour atteindre les objectifs du projet « E-Fahm », et œuvrer pour faire de la culture de l’égalité et des droits humains, la trame structurante du système national d’intégrité, Transparency Maroc, en partenariat avec la fondation Heinrich Böll Rabat - Maroc **recrute un(e) expert(e) juridique, et un(e) expert(e)** genre afin de réaliser respectivement une étude juridique pour identifier ce que prévoit la législation marocaine en matière de lutte contre la corruption sexuelle et une analyse avec une approche genre des politiques publiques anti-corruption.

Pour ce faire, la présente consultation concerne l’analyse des textes juridiques en vigueur dans la perspective d’apporter à la loi les modifications nécessaires pour qu'elle prévienne la corruption sexuelle, sanctionne les acteurs de ce délit, prenne en charge les victimes et répare les préjudices qu’elles ont subis.

Il s’agit également de mener une étude avec approche genre des politiques publiques en matière de lutte contre la corruption afin que les préoccupations de l’approche genre cadre d’une manière transversale le système national d’intégrité au Maroc.

Les résultats de l’étude feront l’objet d’un travail de mobilisation de la société civile agissant pour les droits des femmes et contre la corruption et d’un travail de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités compétentes.

Une conférence sera ensuite organisée aux profits de responsables politiques, de représentant(e)s de la société civile et de la presse afin que les expert(e)s exposent et débattent les résultats de l’étude juridique réalisée.

**Descriptif de l’intervention :**

L’équipe des expert(e)s travaillera en étroite collaboration avec Transparency Maroc. Chacun des deux expert(e)s sera amené à travailler en concertation avec l’autre expert(e) en vue de réaliser les missions suivantes :

1. Expert(e) juridique:

En concertation avec l’expert(e) genre, l’expert(e) juridique aura pour mission de :

1. Faire une analyse du cadre juridique et institutionnel existant pour faire ressortir les dispositions du système judiciaire et proposer des amendements que le renforcent dans la perspective de prévenir, sanctionner et réparer les préjudices de la corruption sexuelle ;
2. Mener, à titre de benchmarking, une étude comparative au niveau international, des textes de lois existants en la matière ;
3. Proposer des amendements du cadre juridique national afin de renforcer son efficacité dans la lutte contre la corruption sexuelle ;
4. Livrer en annexe un mémorandum qui rassemble tous les amendements proposés dans le cadre de l’étude ;
5. Présenter les résultats de l’étude dans le cadre de la conférence de présentation que TM organisera sur le sujet en fin du projet ;
6. Expert(e) genre:

L’expert(e) genre aura pour mission de :

1. Veiller, en concertation avec l’expert juridique, à ce que l’étude juridique réponde aux termes de référence du projet en matière de l’égalité et de la discrimination fondée sur le genre ;
2. Réaliser une analyse qui démontre les liens potentiels susceptibles d’exister entre le genre et la corruption ;
3. Faire une analyse avec une approche genre des politiques publiques existantes en matière de lutte contre la corruption.
4. Présenter les résultats de l’étude dans le cadre de la conférence de présentation que TM organisera sur le sujet en fin du projet.

**Livrable :**

* Un document structuré exposant l’étude menée et les résultats de la recherche juridique basée sur le genre, ainsi que les recommandations des expert(e)s et de TM (présentées dans le guide et dans la note de synthèse réalisés précédemment sur la thématique de la corruption sexuelle).

**NB :** Les deux expert(e)s recruté(e)s doivent travailler en collaboration pour l’élaboration du livrable demandé (en langue arabe).

**Calendrier :**

L’étude juridique avec une approche genre devra avoir lieu entre le 22 mai 2023 et le 25 septembre 2023.

La conférence aura lieu prévisionnellement pendant le mois de novembre.

**Profils recherchés :**

***Pour l’expert(e) juridique :***

*-* Bac+5 en droit public ;

- Expérience de cinq années minimums dans le domaine de l'expertise/recherche ;

*-* Maitrise du cadre réglementaire relatif aux thématiques de la corruption, du harcèlement sexuel, des violences faites aux femmes et de tout autre sujet lié à la thématique de la corruption basée sur le genre ;

*-* Bonne capacité de recherche, d’analyse et de rédaction ;

- Excellente maîtrise des langues arabe et française.

***Pour l’expert(e) genre :***

- Bac+5 en sciences politiques, sciences sociales, sciences économiques, relations internationales, droit, genre ou dans d'autres domaines liés au développement ;

- Expérience de cinq années au moins dans le domaine de l'expertise/recherche genre et de l’analyse sensible au genre ;

- Connaissance du cadre réglementaire relatif aux thématiques du harcèlement sexuel et des violences faites aux femmes ;

-Bonne capacité de recherche, d’analyse et de rédaction ;

- Excellente maîtrise des langues arabe et française.

**Rémunération** :

Expert(e) juridique :

Vingt mille dirhams toutes taxes comprises pour mener l’étude juridique en collaboration avec l’expert(e) genre, élaborer le livrable et exposer les résultats de l’étude lors d’une conférence (20.000 dhs TTC).

Expert(e) genre :

Vingt mille dirhams toutes taxes comprises pour mener l’étude avec une approche genre, en collaboration avec l’expert(e) juridique, élaborer le livrable et exposer les résultats de l’étude lors d’une conférence (20.000 dhs TTC).

Pour chacun des expert(e)s recruté(e)s, le paiement sera effectué selon les modalités suivantes :

* 20 % à la signature du contrat ;
* 20 % après la validation du 1er draft de livrable de l’étude ;
* 50 % après la validation du draft final du livrable ;
* 10% après la présentation de l’étude lors de conférence.

**Condition d'engagement** : Les deux expert(e)s doivent disposer chacun(e) d'une facture avec N° de patente, IF et RC ou ont la possibilité de présenter une facture commune à travers un bureau d’étude

**Procédure pour la soumission des candidatures :**

La réponse pour la présente mission devra comporter :

1) **Le CV de l’expert/e**(formation, expertise et expériences dans les domaines mentionnés ci-dessus) ;

**2) Une note méthodologique** comprenant le plan de travail proposé pour la réalisation de l’étude demandée.

Les offres peuvent être présentées :

- soit d’une manière commune par deux expert(e)s en détaillant les missions de chaque profil demandé (l’offre peut aussi être présentée dans ce cas par un bureau d’étude qui propose les deux profils)

- soit à travers deux offres séparées, où chaque expert(e) détaille ses missions selon le profil choisi.

Les candidatures doivent être adressées en format électronique à l’adresse suivante :contact.transparencymaroc@gmail.com

Les candidatures peuvent également être envoyées par courrier postal à l’adresse suivante :

*28, Rue Oum Errabiaa, Agdal, 10090, Rabat***.**

**Délai de soumission : 15 mai 2023**

**Pour plus d’information :** 05 37 77 80 01